

LE CARTEL D'UNITE D'ACTION SYNDICALE

Du 21 novembre 1948 date une plate-forme politique exprimant une base petite mais réelle de salariés (300.000, a-t-on dit). C'est la plus progressive depuis la « Libération ».

Une conférence appelée à Paris par le Comité de Coordination des Syndicats Autonomes avait pour but essentiel de tenter un regroupement des éléments dégoûtés du syndicalisme à la Jouhaux et à la Frachon : Syndicats Autonomes, C.N.T., Minorités de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O. et de la F.E.N.

Allait-on créer une nouvelle centrale ? La question a été posée. De la conférence sont sortis une « Fédération des Syndicats Autonomes » et un « Cartel de Liaison ». L'élaboration de la plate-forme d'accord n'a pas été sans une extrême confusion. Il était difficile de formuler en deux jours plus de principes déjà violés dans le même temps.

I. — DES PRINCIPES A LA REALITE

Des 8 articles de la Résolution, cinq (5) font mention d'apolitisme ou de neutralité à l'égard des Partis. Mais 8 sur 8 prennent parti politiquement. Tout le monde sait que la politique c'est tout ce qui concerne la direction des affaires de l'Etat, tant extérieures qu'intérieures. Pour le Cartel, l'Organisation Syndicale « doit manifester son indépendance absolue vis-à-vis des Partis, des gouvernements et de l'Etat et viser à la disparition de celui-ci... ». C'est une position politique. Elle ne permet la neutralité devant aucun problème où l'Etat est engagé. Elle détermine une attitude vis-

à-vis de tout ce qui peut être qualifié de politique. D'ailleurs la résolution n'en reste pas aux généralités : « La place des travailleurs n'est ni derrière l'Impérialisme américain, ni derrière l'Impérialisme français... ». Qu'est donc l'Impérialisme américain sinon la *politique* de la bourgeoisie américaine ? Comment le définir sans prononcer le mot-tabou ?

Mais il y a plus. Qu'on s'organise pour s'emparer de l'Etat ou pour le détruire, on fait de la Politique. L'article VII l'avoue sous prétexte de le nier. « L'organisation syndicale ne s'oppose à aucun Parti, aucune secte, aucune église puisqu'elle ne les concurrence pas. Mais elle doit combattre toutes les tentatives faites en vue de paralyser l'action revendicative et gestionnaire des travailleurs d'où qu'elle vienne ». Du reste les problèmes que pose la résolution sont aussi bien, sont même essentiellement des problèmes politiques :

- Pour « une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir » ;
- « Interdiction pour les responsables d'engager l'organisation par des accords ou des décisions d'action sans avoir reçu régulièrement et précisément le mandat par des organismes statutairement qualifiés » ;
- « Représentation proportionnelle des minorités dans les organes délibératifs ;
- Pour un travail *politique* de masses : « Le programme et l'expression de l'organisation syndicale doivent évoluer avec la conjoncture mais être toujours au niveau moyen de la compréhension que les travailleurs ont des nécessités de leur action collective » ;
- Contre le parlementarisme ;
- Pour le Front-Unique : « Le mouvement se réserve le droit de répondre favorablement ou négativement aux appels qui lui seraient adressés par d'autres groupements en vue d'une action nettement déterminée ».

D'ailleurs avant que la résolution ne fut entièrement rédigée, la pratique avait décidé contre les principes. Les gaulistes étaient — heureusement — démasqués et vidés malgré l'Article II : « ...Elle doit être ouverte à tous les syndicalistes quelles que soient leurs opinions politiques, religieuses ou philosophiques et sans qu'un grief quelconque puisse leur être fait de ces opinions. »

Les organisations constituant le Cartel avaient-elles des affinités politiques quelconques, malgré le défense qui en

était faite ? Certainement oui, si l'on entend par là que la C.N.T., l'Unité Syndicale, la Minorité F.O., ont des lignes politiques plus définies que celle du Cartel. La décision même était votée par des gens qui souvent n'étaient pas mandatés selon l'article III. Il aurait fallu un Congrès National préalable pour toutes les organisations participantes. Enfin, la majorité des travailleurs se révèle, malgré l'article V, tantôt fort en deçà, tantôt fort au-delà de l'expression adoptée.

Ces incohérences mettent à nu le désarroi des « syndicalistes de bonne foi ». Leurs statuts seraient bons à paver l'enfer, s'ils n'étaient prétexte à une analyse, faite malgré eux, de la réalité syndicale. Les « Défense de ... » sont un mauvais remède mais un bon diagnostic.

Voici donc en clair cette analyse en employant les mêmes mots mais en remplaçant les souhaits ou interdictions de la Résolution par des constatations :

- Les modes d'intervention des organismes syndicaux mettent seulement en mouvement leurs responsables qui se conduisent comme les représentants souverains des salariés (d'après l'article III) ;
- Les fonctions syndicales responsables sont cumulées avec des fonctions politiques rétribuées de même qu'avec des fonctions dans les organismes gestionnaires d'Etat (d'après l'article VI) ;
- Les syndicats manifestent leur dépendance absolue vis-à-vis des Partis, des gouvernements, de l'Etat et visent au renforcement de celui-ci en devenant des organismes d'encadrement des travailleurs. Ils s'adaptent à toutes les formes d'exploitation des travailleurs. Leur action favorise dans les faits soit l'Impérialisme soit l'Etatisme et tend à l'avènement au pouvoir de la Bureaucratie (d'après l'article I) ;
- Le chauvinisme déferle jusque dans la F.S.M. Les travailleurs sont rangés derrière l'Impérialisme américain, derrière l'Impérialisme russe ou même derrière l'Impérialisme français moribond.

Cette analyse est cohérente. Dans la classe se différencie une couche de bureaucrates, les responsables. Pourquoi ? La structure syndicale est une première cause. L'organisation classique partage les salariés en responsables et cotisants. Le militant de base hors des périodes d'enthousiasme est en fait une exception. Les modes d'intervention accentuent cette division. Dans leur pratique la plus générale ils sont réfor-

mistes. Les responsables négocient avec l'entreprise ou l'Etat. C'est la porte ouverte à toutes les pressions.

Celle de l'Etat est dans le texte la mieux explicitée car c'est la plus apparente et la mieux ressentie par les ouvriers. Dès avant la guerre Trotsky l'expliquait :

« Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'Etat. »

« Ce processus est également caractéristique pour les Syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les Syndicats. » (L. Trotsky : *Les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste.*)

Le « cumul des fonctions syndicales et des fonctions politiques rétribuées » exprime cette tendance à la fusion des appareils de l'Etat et du syndicat. Ce cumul est social autant qu'individuel. C'est la couche des « responsables » tout entière qui fusionne avec la bureaucratie politique : les responsables des Partis, les élus du suffrage universel, les fonctionnaires nommés par relations.

Il faut pourtant apporter quelques précisions : le Syndicat n'est pas nécessairement dans l'Etat, mais il est toujours au niveau de l'Etat ; aussi bien peut-il s'intégrer au stalinisme, appareil bureaucratique mondial s'appuyant sur l'Etat russe.

D'autre part si ce rapprochement peut s'effectuer de plusieurs manières, ce sont essentiellement les partis, le P.S. et le P.C., qui ont assumé le rôle d'intermédiaire, qui ont effectué pour le compte de l'Etat la conquête des Syndicats.

Cela justifie en apparence les précautions prises contre le noyautage, contre les mots d'ordre « partisans ». Mais les Partis ne sont que des intermédiaires, ce sont les conditions économiques et sociales qui sont déterminantes. Toute nouvelle centrale syndicale si elle pouvait se développer suffisamment, créerait un nouvel appareil qui se détacherait de la base et se rapprocherait de l'Etat par quelque processus que ce soit.

Mais il faut parler du deuxième « cumul », le « cumul avec des fonctions dans les organismes gestionnaires de l'Etat ». Il est bien étrange de n'interdire ce cumul que pour l'entreprise nationalisée. Il n'y a pas en France de différence

essentielle entre l'entreprise nationalisée et l'entreprise privée. C'est, dans l'un comme dans l'autre cas, de la couche de techniciens que se rapproche la bureaucratie syndicale.

Quand on a à faire à une industrie d'un niveau technique élevé on constate une extrême amplification de la couche des techniciens. Les causes en sont vieilles comme le capitalisme (tendance à la planification, séparation entre propriété et direction), mais elles trouvent leur plein épanouissement aujourd'hui. A la tête des grandes unités industrielles s'est développé tout un appareil à organes multiples (plannings, bureaux des temps, plans comptables, etc...).

Cet appareil ne correspond pas seulement aux tendances modernes de l'économie à la concentration mais aussi à l'évolution de la technique à notre époque. Plus l'outillage se perfectionne plus l'automatisme se développe. Les temps mécaniques de la machine diminuent relativement aux temps manuels nécessaires pour l'alimenter et la régler. La lutte pour le rendement nécessite donc impérativement la mise au point d'une technique essentiellement humaine ayant pour objet la lutte contre le « gaspillage ouvrier ». Sous sa forme la plus grossière c'est le travail aux pièces, sous sa forme achevée c'est tout l'appareil moderne de contrôle des moindres gestes de l'ouvrier au travail et de leur « rationalisation ».

Ces méthodes ne vont presque jamais sans une réaction des ouvriers qui se défendent par la baisse de la productivité. Le contrôle ne peut donc aller qu'en s'aggravant. Il en résulte une hypertrophie des organes techniques, un gaspillage bureaucratique. La couche des techniciens est donc de plus en plus liée à une nécessité d'exploitation en même temps qu'elle prend un caractère parasitaire, c'est-à-dire qu'elle se développe en suscitant ce contre quoi elle lutte. Elle tend donc à acquérir la même position sociale de parasitisme dans une société d'exploitation que la bureaucratie politique.

Mais — dernier caractère — cette « technique humaine » est à elle seule impuissante, car il n'est pas possible d'assurer par des sanctions et des primes l'amélioration du rendement. Il y a aussi la conscience des ouvriers. Le meilleur moyen, le seul, est de s'adresser à leurs organisations pour canaliser la lutte de classes. C'est la signification du réformisme classique. Mais il y a plus : l'action syndicale classique recoupe les préoccupations directoriales dans la lutte pour le rendement.

Une relation entre les « temps » de l'ouvrier et ses condi-

tions de vie se fait jour dans la production moderne. Les nécessités de la production amènent à s'occuper de l'ouvrier concret, de son alimentation rapide, de la régularité de son travail. Tout cela suffit à expliquer l'effort de la direction pour l'amélioration des conditions de travail, l'hygiène, la cantine, la sécurité, l'assistance sociale. Le Syndicat apparaît ainsi comme une excellente force auxiliaire de la « rationalisation » du travail.

Il y a là une extension apparente des tâches du syndicalisme classique qui concernaient essentiellement les salaires globaux et la durée de la journée de travail. Le syndicat devient de plus en plus un rouage de la production. Le syndicat peut accepter ce rôle par une pression directe, céder au paternalisme. Il peut aussi recevoir cette pression par le parti qui le contrôle. Socialement le résultat est le même. Les deux couches ont la même fonction dans la production, la même position par rapport à la lutte de classes. Le cumul est là encore une réalité et un symbole. Politiciens, bonzes, techniciens expriment une même entité sociale, la Bureaucratie.

Cette nouvelle couche sociale, issue de diverses classes, tend vers une homogénéité de plus en plus grande. Elle dispose à la fois de l'encadrement de la force de travail, de la direction des secteurs clés de l'économie, des organes de l'Etat, des appareils de propagande. Son importance économique et numérique augmente. Ces couches parasites sont des formations sociales montantes, littéralement portées au premier plan par les tendances profondes de l'économie et cela détermine leur tendance, leur mentalité, leur idéologie.

Les bureaucrates peuvent, il est vrai, être réformistes, chrétiens, apolitiques, gaullistes, mais c'est le stalinisme qui satisfait le mieux leurs aspirations. C'est la meilleure expression de la bureaucratie en même temps que le meilleur agent de son développement.

II. — LE PROGRAMME ET L'ACTION DIRECTE

La deuxième partie de la résolution est un programme d'action immédiate. On y trouve 4 thèmes : Revendications, Extension des tâches syndicales, Lutte anti-impérialiste à l'état embryonnaire, Action directe.

Nous venons de voir dans l'extension des tâches relatives à la production la fonction économique même de la bureau-

cratie. Lorsque cette extension est le fait de syndicats non-bureaucratiques elle renferme une ambiguïté : elle est une forme d'éducation des militants mais elle contribue à la dégénérescence du syndicat. Dans un « programme immédiat » que des minorités proposent aux syndicats réels, il n'y a pas de doute, c'est 19 fois sur 20 à la bureaucratie qu'on demande de l'appliquer. C'est pour elle qu'on revendique le contrôle des prix. C'est à elle qu'on demande de former des coopératives. On porte de l'eau à son moulin car le contrôle est une de ses revendications propres. Les coopératives de consommation seraient un magnifique champ de son activité. La gestion est son but essentiel.

Mais dissipons le brouillard autour de ce mot, souvent employé lors de la conférence.

Premier sens. — Les ouvriers gèrent les très rares coopératives existantes. Ce n'est rien de plus qu'un artisanat collectif. Ce n'est pas du tout un moyen de réussir là où le capitalisme échoue. Surtout si on prend parti contre « toute capitalisation ouvrière ». Les camarades vont-ils produire sans capital ?

Deuxième sens. — Les ouvriers ont tenté de gérer un certain nombre d'entreprises nationalisées à la « Libération ». Mais l'expérience a été sabotée. Disons plus clairement que « gestion » a pris son sens bureaucratique, la contribution des responsables syndicaux à la bonne marche de l'entreprise et à l'exploitation rationnelle des ouvriers.

Enfin, *dernier sens.* — Les ouvriers croient « gérer » quelques rares usines privées du type de la Télémécanique de Nanterre. Il suffit de remarquer que malgré l'absence indéniable de l'influence de l'Etat dans cette expérience et le fait que l'on ne puisse y déceler aucune pression politique quelconque la condition préalable *absolue* de cette expérience est l'acceptation indiscutée de la nécessité du capitalisme.

Pour résumer on peut dire qu'en dehors de quelques expériences fort limitées qui peuvent être tentées par des flots syndicalistes au risque de leur existence même en tant que noyaux révolutionnaires, aucune extension des tâches syndicales n'a de signification progressive. La transmission du pouvoir de la bourgeoisie à la bureaucratie ne nous avance pas, n'apporte ni amélioration pour la grande masse, ni expérience positive.

Il n'y a de gestion véritable possible que sur la base d'une révolution profonde de tous les rapports de production exis-

tant, révolution à la fois violente et idéologique qui fera des ouvriers productifs, « manuels et intellectuels » un bloc uni et unique, sans différenciations sociales et sans contrôle « technique » de l'un sur l'autre, et *politiquement* soudé dans la lutte systématique et consciente contre la bureaucratie dans l'ensemble de la société. Le moins qu'on puisse dire c'est que les formes syndicales d'organisations sont entièrement inadaptées à une telle action révolutionnaire.

Il est encore plus difficile de détourner de sa véritable signification l'action revendicative que la gestion.

Voici les quinze points du programme revendicatif :

- 1° La suppression du blocage des salaires.
- 2° La suppression de l'impôt sur le revenu provenant des salaires.
- 3° Pour une échelle mobile après revalorisation des salaires selon les indices de 1938.
- 4° Pour le retour effectif aux 40 heures sans diminution de salaire.
- 5° Pour qu'en cas de chômage partiel des entreprises, il y ait paiement intégral du salaire sur la base de 40 heures de travail.
- 4° Pour la suppression des zones de salaires, des primes de rendement, du salaire à la tâche sans normes préalables.
- 7° Pour la compression de l'éventail des salaires.
- 8° Pour des conventions collectives nationales par branche de l'industrie.
- 9° Pour l'application de ces conventions à chacune des usines avec matérialisation des avantages acquis au cours d'une action particulière.
- 10° Pour la suppression de l'intervention de l'Etat dans l'élaboration de ces conventions et contre l'arbitrage obligatoire, particulièrement pour la suppression de la loi du 23 décembre 1946.
- 11° Pour l'organisation des Comifés de chômeurs sous contrôle syndical.
- 12° Pour la garantie du salaire minimum vital aux vieux travailleurs.
- 13° Pour l'organisation de l'apprentissage.
- 14° Pour la fixation du minimum vital des fonctionnaires dans les conditions prévues statutairement.
- 15° Pour le financement total du reclassement des fonctionnaires à compter du 1^{er} janvier 1949.

Faut-il y voir un programme minimum selon la pratique réformiste, c'est-à-dire l'enterrement pur et simple de tous les principes que l'on vient de poser contre une bouchée de pain ? Regardons de plus près. Ce sont des revendications classiques. Elles sont présentées en un ensemble cohérent, c'est-à-dire assez explicite pour ne pouvoir être facilement défiguré, assez général pour ne pas trop prêter à la division des catégories.

L'objectif recherché est manifeste : atteindre et conserver le niveau de vie d'il y a dix ans. Le bilan de dix années de lutte des salariés est négatif. La cause immédiate est la guerre, non pas comme accident mais comme aboutissement de l'économie capitaliste ; non pas comme catastrophe passagère, mais par tous les résultats irréversibles qu'elle a apporté. Pourtant il faut aller plus loin et voir dans cette baisse du niveau de vie, l'orientation définitive du capitalisme européen.

De 1913 à 1938 une amélioration du sort de la classe ouvrière avait peut-être eu lieu. Les calculs font ressortir un pouvoir d'achat un peu augmenté (en moyenne 10 à 20 %). La durée du travail était après les luttes de 1936 réduite de 48 à 40 heures, ce qui compensait surtout une fatigue accrue. Mais cette amélioration pour minime qu'elle fut ne traduisait pas pour le capitalisme français un accroissement des forces productives. Les indices de production après avoir plafonné depuis 1929 redescendirent en 1938 au-dessous de ceux de 1913. Aujourd'hui la bourgeoisie française entraîne la classe ouvrière dans sa décadence. Le niveau de vie actuellement est la moitié de celui de 1938, inférieur même à celui de 1913 et le sera probablement encore à la veille de la prochaine guerre mondiale.

Le capitalisme est arrivé au point où il ne peut plus rien donner, où il ne peut plus que reprendre. Non seulement toute réforme est impossible, mais le niveau même de misère ne peut être maintenu. Dès lors la signification du programme immédiat change. Tel qu'il a été formulé, avec l'échelle mobile sur la base de 1938, ce n'est pas un programme minimum, c'est en fait un programme révolutionnaire car le réaliser implique le renversement des rapports sociaux. La lutte pour les besoins immédiats se confond avec la lutte pour les objectifs historiques.

Qui la mènera ? « Le syndicalisme doit toujours aller de l'avant et pousser plus ses avantages. Militairement une position de repli peut s'admettre. Syndicalement qui n'avance

pas recule et c'est une défaite pour la classe ouvrière ». (Racine, Bulletin du Syndicat Autonome de la Métallurgie, *L'Action*, mai 1948). C'est parfaitement juste. Mais comment pourra-t-on construire l'organisation syndicale par des « avances » dans cette lutte, au moment où la bourgeoisie qui a de moins en moins le choix, répond à la grève par la répression ? La période revendicative où les syndicalisme pourrait se développer sur des bases économiques est close. Pour cette lutte du tout ou rien il faut une conscience complète, c'est-à-dire à la fois économique, politique, historique. Il faut une organisation et un programme libérés des limitations traditionnelles.

Il y a pourtant dans la tradition du syndicalisme révolutionnaire un embryon de programme politique : essentiellement celui de la lutte pour l'Internationalisme. Le Cartel l'a fort édulcoré, en ne laissant subsister que « la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes » et la suppression des crédits militaires. Ces articles sont enrobés fort comiquement dans trois ou quatre déclarations d'apolitisme. Ils n'en n'ont pas moins une signification fondamentale. Là encore il s'agit d'une lutte du tout ou rien. Les impérialistes ne peuvent plus sacrifier quelques canons aux pacifistes, faire quelques concessions dans leurs colonies. Le programme minimum est aussi bien celui de leur destruction totale à la faveur du conflit où ils s'engagent. La Conférence n'a pas totalement ignoré cet aspect du problème. Mais elle l'a saisi par le petit bout de la lorgnette. Les deux géants qui préparent la catastrophe deviennent de méchants termites « destructeurs des organisations syndicales ».

Cette condamnation platonique ne nous montre nullement par quels moyens il faut lutter, non seulement sur le plan mondial, mais aussi sur le plan national ; elle apporte au mouvement ouvrier des idées fausses. On ne peut pas comparer pour le plaisir d'une symétrie décorative le stalinisme et le gaullisme car dans un cas il s'agit d'un mouvement étranger à la classe ouvrière qui vient y recruter des éléments, dans l'autre, il s'agit d'un corps engendré par le cours même du mouvement ouvrier et correspondant à un stade de son évolution. C'est dire que les ouvriers qui adhèrent au gaullisme le font en abandonnant l'idée de la mission de la classe ouvrière en tant que telle, tandis que les ouvriers qui adhèrent au stalinisme (même si certains parmi eux adoptent l'idéologie bureaucratique au point d'abandonner la perspective du pouvoir ouvrier), pour un grand nombre, con-

tinuent à affirmer au travers de la perspective de l'avènement stalinien. Cette idée du pouvoir ouvrier, alors même qu'ils la déforment et qu'ils l'ajournent.

En conclusion, le programme politique, dont la nécessité a été confusément aperçue par la Conférence malgré les formes, n'a pas été assez précisé pour former une base d'action valable.

De plus, et c'est plus grave, en escamotant l'analyse sur laquelle il devait reposer, on se condamne à une action sans principes qui peut servir en fait n'importe quelle force réactionnaire.

C'est en raison de l'absence d'analyse politique sérieuse que les tendances les plus saines vers l'action directe ne peuvent aboutir à une attitude efficace. Si on se délimite soigneusement des formes d'insertion dans l'économie capitaliste dont nous croyons avoir fait justice, il reste deux modes de lutte auquel le Cartel accorde une confiance absolue : Grève générale et Grève gestionnaire.

Or, la réalisation de la Grève générale est encore sous la dépendance de la bureaucratie. Elle ne l'emploiera pas hors de ses fins propres. Et le Cartel ne nous apprend rien sur la manière de préparer une grève générale qui puisse se libérer de l'emprise bureaucratique.

La réalisation de la grève gestionnaire est, au contraire, sous la dépendance de la bourgeoisie. Non pas qu'elle se ramène aux formes de gestion que nous avons passées en revue. La gestion est ici un moyen de pression pour faire aboutir des revendications et non une fin en soi. Mais ce moyen puissant est très difficile à mettre en œuvre car il pose avec une acuité accrue la question de savoir quel est le plus fort de la bourgeoisie ou du prolétariat. C'est-à-dire qu'il concentre contre les ouvriers d'une entreprise isolée la pression de toute l'économie capitaliste (clients, fournisseurs, concurrents) et celle de l'Etat, de sa légalité et de sa police. Au total aucune forme de lutte ne peut être proposée mécaniquement et sans discrimination. Le problème de l'action réside toujours dans l'évaluation préalable du rapport de forces.

Les éléments d'une solution se trouvent dans deux considérations qui peuvent s'énoncer comme suit : 1° Les ouvriers ne peuvent plus modifier de façon décisive la répartition de la plus-value par une pression de type classique. Si on veut quelque chose de certain, il faut le prendre. 2° Dans la lutte des deux impérialismes, le capitaliste et le bureaucra-

tique, la tactique des staliniens vise à saborder une économie qu'ils ont perdu l'espoir de contrôler. C'est une opération militaire de sabotage de la production. Les ouvriers, qui n'ont pas à être les soldats de Staline, continueront la lutte contre la bourgeoisie sans pour cela participer aux opérations militaires staliniennes.

Pour surmonter l'opposition existant entre ces deux considérations il est nécessaire de s'en tenir à une attitude revendicative correcte qui ne néglige aucune action servant à défendre réellement le niveau de vie des masses et prépare demain l'action autonome de la classe ouvrière, sans se prêter aux aventures staliniennes sans aucun rapport avec cette défense.

III. — LES TENDANCES DANS LE CARTEL

L'avant-garde de la classe ouvrière peut être partagée en deux groupes : ceux qui totalement dégoûtés ont renoncé à toute forme d'organisation syndicale, ceux qui par l'intermédiaire des minorités ou des syndicats autonomes se retrouvent dans le Cartel. Il est très difficile de parler de tendances pour les premiers. Quant aux tendances du Cartel elles se rattachent en fait à deux courants : la conception « Léniniste » exprimé par l'« Unité Syndicale » et les conceptions purement syndicalistes exprimées par les autres organismes.

« L'Unité Syndicale » était la première tentative de regroupement par-dessus la tête des directions. En fait elle exprime surtout la minorité confédérale de la C.G.T., ayant pour militants actifs des camarades qui veulent combattre le stalinisme là où il est. Mais son mot d'ordre central s'éparpille en interprétations. Sous sa forme courante, il signifie : Imposer aux deux grandes centrales la fusion considérée comme possible, malgré elles et sous la pression de la base. Cette conception est étrangère à toute réalité. C'est apercevoir les effets de la bureaucratie sans voir son existence sociale, c'est oublier que la scission n'est que le reflet de la lutte des impérialismes.

Sous une forme à peine déformée on a énoncé et défendu le mot d'ordre « Unité dans la C.G.T. démocratique ». C'est un simple camouflage du mot d'ordre stalinien. C'est la prise de parti pure et simple pour la bureaucratie qui, dès l'instant où elle est maîtresse, ne risque rien à faire un tournant vers

une démocratie formelle. Enfin sous une troisième forme, on explique que la fusion des bureaucraties est impossible et plus encore indésirable mais on invite à reconstituer une organisation comprenant la grande masse des travailleurs, affranchie de leur contrôle. Cette conception est effectivement révolutionnaire. Si la grande masse des travailleurs pouvait se débarrasser de sa bureaucratie, la Révolution ne serait plus qu'une question d'organisation. Mais on n'indique ni comment l'éliminer ni comment s'organiser.

L'« Unité Syndicale » apparaît clairement comme une couverture gauche de la C.G.T. Elle lui sert d'opposition de Sa Majesté. Elle lui ramène les brebis égarées au nom de cette lutte chimérique dont le résultat le plus brillant a été le droit de haranguer Frachon et les siens à leur congrès.

A l'opposé de l'« Unité Syndicale » il est une tendance ayant la première posé le problème d'une nouvelle centrale bien avant l'éclatement de la C.G.T., c'est la C.N.T. Elle en a donné une solution de sommet, avant la constitution de syndicats de base. Les syndicats appartenant à la C.N.T. ne recrutent qu'individuellement et surtout grâce à l'appui du mouvement anarchiste. C'est créer à nouveau la dualité entre l'organisation des ouvriers et l'organisation des révolutionnaires. En fait la solution de la C.N.T. est fautive aussi bien du point de vue traditionnel que du point de vue de la bureaucratisation des syndicats. Rien ne nous garantit la pureté de la C.N.T., au cas où elle viendrait à se développer, que la bonne volonté des dirigeants. D'autre part, il est exclu qu'un tel développement puisse s'effectuer car la place d'une organisation bureaucratique est déjà prise.

A l'opposé de la tendance anarcho-syndicaliste, la minorité F.O. pour échapper à une moitié de la bureaucratie s'est accrochée à l'autre moitié. Elle n'a plus le prétexte de la grande masse mais elle a trouvé celui de la liberté d'expression. Soutenons la création d'un syndicat jaune, instrument de la S.F.I.O., de ses ministres et de ses flics, parce que nous avons le droit d'y bavarder à loisir sur la démocratie. En fait ce qui « justifie » tout c'est l'affolement complet devant le stalinisme. Il s'agit simplement d'une couverture « de gauche » pour la collaboration de classe.

En opposition avec l'Etat policier nous trouvons le « réformisme » proprement dit dans le mouvement des autonomes. Très hétérogène, il se distingue des autres tendances par son caractère traditionnel, fruit d'une longue évolution. Il représente le désarroi des syndiqués qui devant la faillite de

toutes les conceptions classiques reposent les problèmes du siècle dernier à leur départ. La conclusion qu'on leur offre est à peu près la même avec un vocabulaire rajeuni. Les ouvriers seraient incapables d'occuper le pouvoir, ils ne pourraient que le remettre à une techno-bureaucratie. Ils doivent donc s'éduquer au travers d'une double lutte : éliminer les politiciens de leurs rangs, obtenir de la bourgeoisie l'initiation aux techniques industrielles. « Le prolétariat doit faire sa propre expérience, au début par un pilotage à double commandes avant de pouvoir prendre en mains toutes ses destinées ».

Ce réformisme diffère sur quelques points de l'ancien. Sa position est très contradictoire puisqu'il lutte pour des réformes impossibles et contre une bureaucratie que ses tendances internes le pousseraient à rejoindre s'il disposait d'un délai assez long.

Pourtant il conserve à son passif l'illusion essentielle de l'ancien réformisme : « Nous pensons que la transformation sociale ne s'effectuera que par la modification de la structure économique et de l'appareil politique. Je ne crois pas aux mutations spontanées. Je crois que la transformation sociale est le long acheminement d'un état de principes et de faits ». (Racine, Rapport à la Conférence.)

Sur le plan de la lutte contre la bourgeoisie toutes les affirmations des autonomes et aussi d'ailleurs des autres tendances « syndicalistes pures » ont été réfutées par Lénine dans « Que Faire ». La critique qu'il en fit garde toute sa valeur. Mais la conception qu'il lui oppose est complètement dépassée par notre époque. Lénine n'avait pas vu (du moins en 1901) le danger de bureaucratisation pour le mouvement ouvrier : « L'ouvrage des époux Webb sur les Trade-Unions Anglaises renferme un curieux chapitre sur la démocratie primitive. Les auteurs y racontent que les ouvriers anglais dans la première période d'existence de leurs Unions, considéraient comme une condition nécessaire de la démocratie la participation de tous les membres à tous les détails de l'administration. Non seulement toutes les questions étaient résolues par le vote de tous les membres, mais, les fonctions mêmes étaient exercées par tous les membres à tour de rôle. Il a fallu une longue expérience historique pour que les ouvriers comprissent l'absurdité d'une telle conception de la démocratie et la nécessité d'institutions représentatives d'une part et de fonctionnaires syndicaux de l'autre. » (Lénine : *Que Faire ?*, Ed. Sociales, p. 142.)

Il est impossible de développer une attitude conséquente en face de la bureaucratie en pensant que l'existence du fonctionnaire syndical résulte tout simplement du bon-sens. On ne peut sortir du dilemme dans lequel reste enfermé le Cartel syndical qu'en débordant largement les objectifs « économiques » limités du syndicat, d'une part, et en rompant avec la distinction fonctionnelle rigide entre « dirigeants » et dirigés, d'autre part.

Au total le Cartel est le lieu de toutes les contradictions dans sa doctrine comme dans son activité. Il s'attache à la résurrection d'un syndicalisme dont il prouve par ses principes et son programme qu'il est périmé, et tendrait à reconstituer (si son développement le permettait) la bureaucratie contre laquelle il lutte. Ces contradictions sont une condamnation à l'impuissance, mais ont aussi une signification positive. Elles laissent voir presque à nu l'instinct prolétarien en révolte contre la bureaucratie. En refusant de devenir une nouvelle centrale syndicale le Cartel a pris une position nettement significative. Il a démontré, malgré tout ce qu'on avait dit, que la construction d'une « organisation syndicale » est incompatible avec une prise de conscience, même partielle, mais basée sur un courant ouvrier authentique, des problèmes posés par la bureaucratisation du mouvement ouvrier à notre époque.

C'est parce que nous avons cette appréciation du mouvement qui a abouti à la constitution de ce Cartel que nous y participerons à travers la minorité syndicale ou le syndicat autonome auquel nous appartenons.

En effet notre position sur le caractère historiquement révolu du syndicalisme comme arme prolétarienne contre le régime d'exploitation ne nous amène pas au refus de participer à toute vie syndicale. Nous allons où sont les ouvriers, non seulement parce qu'ils y sont, pour ainsi dire physiquement, mais parce que là ils luttent, avec plus ou moins d'efficacité, contre toutes les formes d'exploitation.

Il est clair aussi que nous allons là où le niveau de conscience des ouvriers est le plus élevé. Nous n'essayerons pas d'y apporter nos idées mises en catéchisme. Nous essayerons d'expliquer la véritable signification et la portée réelle — qui ne peut-être qu'une portée historique universelle — des idées qui naissent spontanément au sein de cette avant-garde. C'est pourquoi nous lutterons contre toutes les positions particularistes ou vieilles, inadaptées au monde moderne.

Mais une telle participation n'est pas à nos yeux pure-

ment « académique ». Nous ne nous désintéressons pas des questions revendicatives. Nous sommes convaincus qu'il existe en toutes circonstances des mots d'ordre revendicatifs corrects qui, sans résoudre le problème de l'exploitation, assurent la défense des intérêts matériels élémentaires de la classe, défense qu'il faut organiser quotidiennement face aux attaques quotidiennes du capitalisme.

Ce qui nous distingue en fait des autres participants du Cartel c'est :

1° Que nous subordonnons toujours nos mots d'ordres particuliers aux exigences de la lutte universelle du prolétariat;

2° Que la première de ces exigences est la lutte contre la bureaucratisation du mouvement ouvrier;

3° Que nous sommes toujours prêts à abandonner les formes d'organisation existantes — même si notre place y est prépondérante — pour des formes d'organisation assurant une autonomie plus grande des ouvriers — même si notre place et notre rôle doivent y être réduits;

4° Que nous faisons une propagande ouverte pour la constitution de tels organismes autonomes.

ALEX CARRIER.